

“ Je lance un appel au Parti socialiste, mon parti, pour qu’il propose dans son projet 2007 le passage à la VI<sup>e</sup> République. Afin de reconstruire la confiance aujourd’hui perdue. ”

[Arnaud Montebourg, 6 avril, dans l’Est Républicain.]

**l’Edito** de Thierry Mandon

Porte parole de Rénover maintenant, maire de Ris Orangis et vice président du Conseil Général de l’Essonne.

## Après la carambouille...

Record d’audience battu vendredi 31 mars au soir pour l’intervention de Jacques CHIRAC qui finalement, n’aura rajouté qu’un peu plus de trouble à la crise. Plus la pensée présidentielle est vide, plus elle fait le plein. L’attirance du pays pour le vertige probablement. Reconnaissons au moins au Président un savoir faire extraordinaire en matière de carambouille.

Quelques jours plus tard, après que soit dissipé le rideau de fumée présidentiel, la réalité apparaît désormais clairement : Le C.P.E promulgué - suspendu a vécu dans sa formule initiale. Il sera modifié par initiative parlementaire tandis que le 1<sup>er</sup> Ministre, désavoué profondément, assiste au rattrapage de ses erreurs par les groupes parlementaires de la majorité.

La crise a-t-elle pour autant trouvé son issue ? A plusieurs titres, on peut en douter.

Car le problème n’est plus désormais le seul C.P.E. Plusieurs semaines de protestation des jeunes et des salariés ont donné une dimension nouvelle au mouvement social. La puissance des mobilisations et leur durée ne se résument plus à la protestation contre un nouveau dispositif destiné aux jeunes. Est désormais en cause la place de la jeunesse dans une société qui semble ne leur offrir pour seule perspective que la précarité et la déqualification sociale.

Retirer le C.P.E n’est plus un objectif : C’est devenu un préalable. Préalable à quoi ? A redéfinir un projet global pour la place des jeunes dans notre société. Cette interrogation n’est pas

destinée au seul gouvernement DE VILLEPIN - ou à ce qu’il en reste. Elle s’adresse pour aujourd’hui et pour les mois qui viennent à l’ensemble des dirigeants de ce pays.

Après le cri de colère des banlieues en novembre dernier, le mouvement massif de quasi révolte des jeunes aujourd’hui oblige désormais les dirigeants politiques à redéfinir profondément les termes d’un nouveau contrat social.

Confronté aux exigences d’une compétition éco mondiale qui exige plus de souplesse et de rapidité d’adaptation, notre « modèle social » doit être profondément réformé. Peut on continuer à faire porter durablement les efforts sur les plus jeunes, sous payés dans des sous statuts professionnels, et sur les salariés les plus âgés, sommés de prendre une préretraite au plus tôt, pour consolider le statut du noyau central des salariés ? Poser la question c’est y répondre. Un nouveau contrat social devra répartir équitablement les risques et les opportunités entre les générations. Il devra offrir de nouvelles garanties à des salariés beaucoup plus exposés aux changements brutaux dans leur activité.

De cela, ni Jacques CHIRAC, ni DE VILLEPIN, ni l’U.M.P ne parlent et n’entendent parler - Le « Grenelle social » un temps évoqué rejoint la longue liste des intentions sociales éphémères du Président. Il n’y aura pourtant pas de solution durable aux angoisses des jeunes sans cette vision globale.

*Lire la suite en page 3*

### Sommaire

Actualité p.1/3

Appel à la jeunesse  
CPE vu d’Europe  
RSE en Europe

Solidarité p.4

Uni(e)s contre une immigration jetable

Vie du courant p.5/6

Europe : la démarche RM  
Ateliers régionaux du projet  
Compte-rendu :

>>Rm 41

>>Poitou Charente

## Appel à la jeunesse

Le 18 février dernier, au terme de son premier atelier démocratique "Avoir 30 ans", Rénover maintenant a lancé un appel à la jeunesse. Depuis, ce dernier s’est révélé d’une actualité brûlante.

“Tout passe mais rien ne se passe !  
Le Pen au 2<sup>ème</sup> tour de la présidentielle,

une jeunesse en révolte, des partis politiques incapables d’entendre, de comprendre le 21 avril 2002 puis le 29 mai 2005. La France brûle, notre système politique tousse, il agonise : il aura son état d’urgence.

*Lire la suite en page 2*

## Appel à la jeunesse

### La véritable urgence est sociale et démocratique.

Sociale, car 23% des jeunes sont au chômage. Pour les autres le chantage sera permanent : contrats premières embauches, contrats nouvelles embauches, temps partiels subis, primes à la trappe, stages et rien d'autre, RMI qui explose...la précarité qui s'impose ! Et année, ce sont 20% des jeunes qui sortent de notre système éducatif sans aucun diplôme.

Démocratique, car l'abstention augmente inexorablement au fil des scrutins, les populismes prospèrent et le système politique reste inerte, incapable de se réformer, toujours plus distant des citoyens.

Devons-nous nous résigner face à la politique systématique de casse sociale, face à l'autisme d'un gouvernement enfermé dans l'irresponsabilité d'une V<sup>ème</sup> république à bout

de souffle ? Non. Certainement pas !

Dans cette situation de crise sociale et démocratique, il convient désormais d'agir. Pour affronter les droites extrêmes allant de Sarkozy à Le Pen. Pour faire face à la mondialisation libérale et à ses conséquences.

Heureusement, nombreux sont celles et ceux qui agissent déjà dans leur lycée, leur fac, leur ville, leur quartier, pour construire une alternative qui redonne de l'espoir à une jeunesse cassée, précarisée et souvent désenchantée.

Nous exigeons une gauche qui se donne les moyens de son ambition pour combattre la précarité, agir pour l'égalité et la justice sociale. Nous exigeons une démocratie exemplaire qui ouvre enfin les portes et les fenêtres de la décision publique au plus grand nombre. Il est temps que soient engagées les réformes profondes qui donneront à notre pays la

démocratie enfin achevée dont nous avons tant envie et tant besoin.

Telle est la raison de cet appel. Lycéens, étudiants, chômeurs, jeunes salariés, la rénovation est une chance pour la gauche. Sans la jeunesse, rien ne sera possible !

Ensemble, construisons un autre avenir à gauche."

>> Pour signer l'appel :  
[appelalajeunesse@yahoo.fr](mailto:appelalajeunesse@yahoo.fr)

>> Pour tout renseignement sur cet appel et ses suites, envoyer un mail à  
[Alexis Bachelay : abachelay@magic.fr](mailto:Abachelay@magic.fr)

## CPE

— PAR VALÉRIE RABAULT, KARINE BERGER ET BÉATRICE ARRUGA —

# L'absurdité économique du CPE par la presse libérale européenne

La retranscription, par la presse française, d'articles publiés dans les journaux européens a souvent été caricaturale : « Paris brûle », « les Français sont incapables de réformer » (au motif qu'ils refusent le CPE !), « les Français ne comprennent pas que le monde a changé ». Mais à y regarder de plus près, on constate que le CPE n'a pas recueilli le soutien de la presse européenne - et en particulier de la presse économique - comme certains ont été tentés de nous le faire croire.

« Don't go to Paris » titrait le tabloïd britannique The Sun, comparant l'insécurité de la capitale française à celle de Bagdad ! La presse française, tant écrite qu'audio-visuelle, a plus qu'abondamment relayé cet appel populiste pourtant très habituel chez le quotidien qui s'est fait une spécialité de croquer du « froggy ». A lire et écouter nos médias, cette « une » serait l'image exacte des inquiétudes et de l'incompréhension exprimées par les quotidiens étrangers vis-à-vis du mouvement social anti-cpe France.

Si notre pays est pointé du doigt par la presse étrangère, notamment depuis la crise des banlieues de novembre dernier, les critiques portent avant tout sur ses blocages politiques. Mais ne citer que ces échos, c'est faire l'impasse sur les nombreuses analyses économiques qui ont été publiées ces derniers jours dans la presse étrangère... et qui concluent pour beaucoup à l'absurdité économique du CPE, révélant au passage que les tentatives libérales de certains responsables de la droite française témoignent - à l'étranger - de leur incompréhension toujours notoire de la véritable fonction du libéralisme économique.

Tout d'abord, le Financial Times, qui règne en maître sur la bien-pensée libérale de la City de Londres : le quotidien britannique dénonce par la voix d'un de ses éditorialistes vedettes, Wolfgang Munchau (FT du 26 mars 2006) l'absurdité économique du CPE. L'auteur indique ne pas connaître de justification académique à vouloir supprimer la sécurité du contrat de travail pour les jeunes, tout en la maintenant pour les autres. L'éditorialiste va même jusqu'à conclure « I would suspect that most labour market economists would be on the side of the students in this conflict » (« je soupçonne que, dans ce conflit, la plupart des économistes travaillant sur le marché du travail seraient du côté des étudiants »).

Encore mieux, The Economist : l'hebdomadaire libéral britannique auquel nul ne s'aventurerait à prêter des tentations de gauche et qui plaide depuis des années en faveur d'une flexibilisation du marché du travail en France, reconnaît, dans son édition du 16 mars, qu'il y a des

objections au CPE et s'interroge : en quoi segmenter la société stimulerait-il la création d'emplois ?

Dans la Repubblica de janvier, puis fin mars dans un article publié sur le site lavoce.info, deux économistes italiens, Tito Boeri et Pietro Garibaldi s'inquiètent de l'évolution, tant en France qu'en Italie, du débat sur la réforme du marché du travail : « Il Cpe, (contratto di primo impiego) in particolare, è la quint'essenza della riforma marginale » dénoncent-ils. Ils rappellent qu'en France comme en Italie 50% des embauches de jeunesse font déjà sous la forme de contrats « flexibles » et qu'actuellement il n'y a aucune perspective à long terme après l'expiration d'un contrat temporaire. Ils craignent dès lors que le CPE ne conduise, après 2 ans, à la case chômage, faute de garantie de conversion en CDI.

Enfin, l'éditorialiste du quotidien berlinois Tagesspiegel publiait une tribune le 21 mars dernier intitulée « L'Europe trahit sa jeunesse » dans laquelle il dénonçait l'injustice consistant à faire supporter aux seuls jeunes « les nécessaires corrections du système social ». « Sie wollen aber nicht auch noch Privilegien finanzieren, in deren Genuss sie selbst kaum mehr kommen werden » (« ils ne veulent plus continuer à financer des privilèges dont ils bénéficieraient probablement à peine »).

Au total, le CPE nous a semblé susciter peu de soutien et de justification économiques de la part de la presse étrangère, même la plus libérale. Certes, la plupart des éditorialistes expliquent que face à l'ampleur du chômage en France, des réformes d'envergure seraient nécessaires, mais ils ne semblent pas voir dans le CPE le deus ex machina qui résoudrait le chômage des jeunes. Pour ces éditorialistes européens, il y aurait des difficultés à réformer en France, mais la presse française a oublié de rapporter qu'ils lient systématiquement ces difficultés à un manque de négociation, à un système qui fait que les réformes viennent du haut, et que dans le cas du CPE, elles n'ont pas même fait l'objet d'un débat parlementaire à la hauteur des enjeux posés. Bref, ils donnent une leçon de démocratie à notre République usée... et une leçon d'économie à ceux qui n'ont juré que par le CPE.

## Riposte

# Responsabilité sociale des entreprises : la Commission Européenne veut en exclure les syndicats et les ONGs

Le 22 mars dernier, dans une relative discrétion, le Commissaire Européen aux Entreprises et à l'Industrie Günter Verheugen a publié une communication de la Commission Européenne intitulée « Faire de l'Europe un pôle d'excellence en matière de responsabilité sociale des entreprises (RSE) ». Cette communication propose le lancement d'une « alliance européenne pour la RSE » fondé sur un partenariat exclusif entre la Commission et le monde des affaires. La satisfaction de l'UNICE\* était claire devant l'exclusion des autres parties prenantes du périmètre de cette alliance.

Ce faisant, la Commission Européenne rompt avec la stratégie en matière de RSE développée depuis le sommet de Lisbonne en 2000. En contradiction avec les attentes des participants au Forum multi parties prenantes sur la RSE animé par la DG emploi et affaires sociales, la Commission fait le choix de confier l'avenir de la RSE en Europe aux seules entreprises. Elle le fait sans tenir compte :

> des propositions du Parlement européen en matière de RSE, formulées par le Député Européen Richard Howitt (PSE - UK) qui a conduit le débat sur la RSE au Parlement européen. Il est aussi effectué sans tenir compte des travaux du Comité économique et social européen.

> des craintes formulées le 14 mars dernier par la Confédération Européenne des Syndicats (CES) « d'une approche déséquilibrée, unilatérale de la RSE, qui ne prenne en compte que les points de vue d'un seul acteur : les entreprises ». La CES constatait que le débat risquait de se faire « sans les organisations représentant la partie sociale ».

Enfin, ce choix suscite, à juste titre, l'hostilité de nombreuses ONG Européennes (Friends of the Earth Europe, Plate forme sociale européenne, Coalition européenne pour la RSE, etc.).

« Rénover maintenant » considère que la Commission fait fausse route en imaginant faire de l'Europe un pôle d'excellence en matière de RSE sans poursuivre la voie initiée par le sommet de Lisbonne qui associait toutes les parties prenantes concernées. En excluant syndicats et ONGs, la Commission casse la dynamique de la RSE et la réduit à une pure opération marketing.

« Rénover maintenant » appelle l'ensemble des Parlementaires Européens à soutenir la démarche de Richard Howitt autour des 10 engagements oubliés par la Commission, et partage les exigences rappelées par la CES, notamment :

> engager les entreprises à fournir un rapport

sociétal annuel sur les impacts sociaux et environnementaux de leur activité ;

> élaborer des codes de conduite et/ou labels ou des actes similaires dans le cadre de procédures et de contrôles établis par la Commission, en concertation avec les syndicats et les ONG ;

> mettre en place des instruments et/ou agences de certification qui correspondent à des critères vérifiés pour en mesurer le caractère légitime et représentatif.

A l'heure où le projet européen nécessite plus que jamais cohésion sociale et dialogue entre toutes les parties prenantes, « Rénover maintenant » demande au gouvernement français de ramener la Commission à la raison. Enfin, nous rappelons que la RSE ne saurait être conçue pour remplacer un jour les dispositifs réglementaires et législatifs en matière d'environnement et de droit du travail. Au contraire, la RSE doit être encadrée par des normes légales à fixer au niveau européen et international.

\* présidée par Ernest-Antoine Seillère, l'UNICE fédère les organisations patronales en Europe.

## En savoir plus :

>> La communication de la Commission « Faire de l'Europe un pôle d'excellence en matière de responsabilité sociale des entreprises (RSE) » : <http://europa.eu.int/comm/enterprise/csr/policy.htm> (en anglais)

>> « L'alliance européenne pour la RSE » :

<http://europa.eu.int/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/06/358&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=fr>

>> Le site web de Richard Howitt : <http://www.richardhowittmep.com/> (en anglais)

>> Le communiqué de la CES du 14 mars : <http://www.etuc.org/a/2189>

>> Le communiqué des Amis de la Terre Europe : [http://www.foeeurope.org/press/2006/joint\\_22\\_March\\_CSR.htm](http://www.foeeurope.org/press/2006/joint_22_March_CSR.htm) (en anglais).

## L'Edito // suite

L'autre hypothèque lourde sur l'issue de la crise tient au délabrement de notre système politique. On ne compte plus les preuves de ce quasi effondrement. Chaque nouvelle semaine de conflit ajoute, s'il le fallait encore, des arguments au réquisitoire depuis longtemps dressé.

Derniers éléments du procès :

- une conférence télévisée du Président dont le seul objectif est de ménager le 1er Ministre quand la tradition de la V<sup>ème</sup> oblige le Président à faire assumer leurs fautes à ceux qui en sont responsables ;

- Et l'issue de crise est confiée au chef du parti politique de la majorité contre toutes les règles

démocratiques normales qui voudraient que les affaires de l'Etat soient confiées à un Gouvernement responsable devant l'Assemblée. Une telle confusion des responsabilités et des pouvoirs est sans aucun précédent depuis 50 ans. Elle est la marque de la dissolution de toute forme d'autorité dans notre République, c'est-à-dire la preuve de l'ampleur de ce qu'il faut bien appeler la crise de régime. Combien de temps encore pourra-t-on dissimuler l'évidence ?

Elaborer un nouveau contrat social, Refonder le système institutionnel : Il faut prendre la mesure de l'ampleur de la tâche si l'on veut élaborer un

projet politique qui redonne confiance au pays. Au moment où nous rédigeons notre plateforme PS pour 2007, saurons-nous nous hisser à la hauteur de ces enjeux ? Ou nous contenterons nous d'attendre une alternance que les maladroites des CHIRAC - VILLEPIN. SARKOZY préparent méthodiquement ?

Notre attitude dans les débats du projet devra être guidée par la réponse que la direction du parti socialiste décide d'apporter à cette alternative. Sans projet véritable, c'est la démocratie qui serait désormais en danger tant les populistes auraient vite fait de s'engouffrer dans le vide politique ainsi créé.

Réforme du droit des migrant(e)s :  
une attaque sans précédent

# Uni(e)s contre une immigration jetable [pétition]

RM 75 appelle à soutenir et signer cette pétition  
contre le projet de loi CESEDA.

“

**Nous refusons le projet de loi CESEDA que prépare le gouvernement sur l'immigration !**

La nouvelle réforme du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) conduit à une négation radicale des droits fondamentaux de la personne. Elle restreint encore plus radicalement le droit au séjour pour les familles, les conjoints, les enfants, de toutes celles et ceux qui construisent leur vie en France. Elle entérine la quasi-disparition de cet outil d'« intégration » qu'était la carte de résident. Elle s'attaque au séjour des malades étrangers.

Si ce projet est adopté, il ne fera pas bon s'aimer entre Français-e-s et étranger-e-s, vouloir vivre avec sa famille ou avoir des enfants. Pour ceux-là, la multiplication sans fin des conditions rendra l'espoir de la régularisation bien vain.

Le projet s'inscrit délibérément dans une perspective utilitariste. Le gouvernement affiche sa volonté d'aller piller les capacités et talents dans le monde. Ne sera « acceptable » que l'étranger perçu comme rentable pour l'économie française. Quant aux autres, ni leur situation personnelle, ni leur situation familiale ne leur conféreront désormais des droits, au point que les régularisations deviendront quasiment impossibles. Ce projet crée une nouvelle catégorie de travailleurs étrangers dont la durée du séjour est limitée au bon vouloir de leur patron. De plus, la suppression du droit à la délivrance d'un titre de séjour, pour les étrangers présents depuis au moins dix ans en France, les condamne à l'irrégularité perpétuelle. Le projet sélectionnera également beaucoup plus l'entrée des étudiants étrangers.

Quant aux étrangers en situation régulière, le droit de vivre en famille devient un exploit : le gouvernement prévoit de durcir les conditions du regroupement familial (ressources, logement, avis du maire sur l'« intégration » de la famille). Il jette la suspicion sur les pères étrangers d'enfants français, qui devront justifier de leur paternité.

A lire le nouveau projet gouvernemental sur l'immigration, pour espérer obtenir et conserver leur titre de séjour les étrangers devront cumulativement être « bien intégrés », bien vus par le maire de leur commune, en bonne entente avec leur conjoint, appréciés par leur patron, disposant d'un bon salaire et d'un grand logement.

Sachant qu'une réforme du droit d'asile devrait largement réduire les conditions d'octroi du statut de réfugié, c'est l'ensemble des droits des étrangers qui est en danger. Il est de la responsabilité de chacun d'entre nous de réagir. En stigmatisant les étrangers, le gouvernement tente de nous opposer les uns aux autres et il brade les libertés fondamentales.

**Nous appelons donc à nous mobiliser contre la réforme CESEDA qui, si elle était adoptée, ferait des étrangers en France, réguliers ou irréguliers, une population de seconde zone, privée de droits, précarisée et livrée pieds et poings liés à l'arbitraire du patronat, de l'administration et du pouvoir.**

”



>> Pour signer la pétition : <http://www.contreimmigrationjetable.org/>

>> Le site RM75 : <http://www.rm75.org/> (voir rubrique communiqués)



# Europe : La démarche de Rénover Maintenant

L'Europe qu'on nous propose ne fait plus rêver. Au pire elle effraie, au mieux, elle laisse indifférent. Pourtant, le formidable élan de démocratie lors de la campagne sur le Traité constitutionnel a révélé que les Français - et les autres européens si la possibilité leur avait été offerte de débattre - n'attendaient qu'une chose : comprendre et s'approprier l'Europe. Aujourd'hui, près de 50% des citoyens européens veulent renégocier la Constitution Européenne !

Face à ce constat, Rénover Maintenant a l'intention de secouer certaines idées reçues, et de rénover des pratiques qui, dépassées, s'avèrent dangereuses.

Nous voulons tout d'abord continuer le débat avec les Français sur l'Europe. Nous refusons que ce débat ne revienne que toutes les x années selon les échéances électorales ou référendaires. Car l'Europe se construit tous les jours puisque tous les jours de nouveaux Directives et Règlements sont discutés et adoptés. Nous entendons ne pas être en dehors de cette arène de débat et de décision. A cette fin, nous voulons ouvrir et « européaniser » le débat en France, en servant de médiateur et en mettant systématiquement dans le débat public les sujets traités à Bruxelles ou à Strasbourg.

Nous sommes de plus profondément convaincus que l'Europe n'est pas un sujet à part, un thème subsidiaire, un échelon supplémentaire. L'Europe touche toutes les problématiques et toutes les politiques. Nous nous engageons donc à ce que chaque réflexion à Rénover Maintenant comporte un angle européen. Cela se traduira dans les groupes de travail constitués, comme dans nos ateliers de la rénovation. Ainsi pour le premier atelier de la rénovation, « Avoir 30 ans », c'est le britannique Kevin Bonavia qui nous a apporté la contradiction européenne.

Dans le droit fil de notre réflexion sur le lien entre institutions et démocratie, nous nous engageons pour l'avènement d'une République européenne, qui seule pourra faire vivre la démocratie en Europe. Il est en effet impératif aujourd'hui de définir l'intérêt général européen, de construire des préférences collectives pour l'Europe pour que la citoyenneté européenne prenne du sens. Quid des solidarités entre européens ? Quid du budget européen ? Quid de nos biens publics européens ? D'un impôt européen pour les financer ? Ces préférences sont des choix proprement politiques et doivent être présentées comme tels aux citoyens européens. Or pour le moment, la structure institutionnelle et politique de l'Union

ne le permet pas. De même, la schizophrénie de nos responsables politiques qui entre Bruxelles et Paris changent de discours, qui à peine élus au Parlement Européen lorgnent sur l'Assemblée Nationale, procède de ce même aveuglement. Seules des institutions et des pratiques politiques rénovées permettront l'avènement l'Europe sociale et démocratique que nous appelons.

Nous entendons donc faire pression au niveau national comme au niveau européen pour mobiliser nos camarades socialistes et progressistes d'Europe autour de ce projet. C'est dans cette optique que nous avons amorcé des démarches auprès de nos camarades belges et allemands. La période de réflexion décidée par le Conseil Européen ainsi que l'élaboration du projet pour 2007 nous donnent quelque marge de manœuvre. A nous d'en profiter.

>> Retrouver la rubrique Europe sur le site web de Rénover maintenant :  
[http://www.renover-maintenant.org/rubrique.php?id\\_rubrique=24](http://www.renover-maintenant.org/rubrique.php?id_rubrique=24)

— PAR BÉATRICE ARRUGA, PRÉSIDENTE DE RM41 —

## Les ateliers régionaux du Projet

L'aventure Rénover, maintenant a démarré il y a quelques mois. Début d'une aventure, ce sont des associations départementales qui se sont mises en place progressivement ; c'est aussi une méthode de brassage d'idées qui s'est construite au jour le jour à travers **les ateliers nationaux de la rénovation**. Le premier a porté sur la jeunesse, « Avoir 30 ans », d'autres sont en préparation.

Le Parti Socialiste a lancé ses **Etats Généraux du Projet**. Notre mouvement s'inscrit pleinement dans cette réflexion, nos militants y participent activement, dans leurs fédérations comme dans les rassemblements nationaux. Mais utiles au Parti Socialiste, nous voulons plus que tout sa victoire en 2007 et celle de son projet.

La contribution de Rénover, maintenant au projet socialiste est portée par notre désir de rénovation des idées, seul chemin possible selon nous pour accéder à la victoire.

Ainsi, dans les mois qui viennent, des ateliers du projet vont être mis en place par les associations départementales réunies par régions.

Ouverts sur la société, ouverts aux sympathisants du parti, aux respon-

sables associatifs et syndicaux, ces ateliers régionaux du projet auront comme objectif la réflexion collective, la proposition d'idées nouvelles et l'émergence de propositions fortes destinées à enrichir le projet socialiste.

### Prochainement :

**Atelier régional du Projet dans les Pays de la Loire : Repasser un contrat social durable : Quelle réforme du système de retraites ? Quelle réforme du système de protection de santé ?" Le 29 avril 2006 de 10h à 17h à la maison des Syndicats à Nantes**  
 Contact : Sébastien Bénureau ([benureausebastien@yahoo.fr](mailto:benureausebastien@yahoo.fr))

### L'équipe chargée du Projet

> **Thierry Mandon, porte-parole de Rénover, maintenant, est chargé du Pôle Projet, aux côtés de Karine Berger.**

> **Béatrice Arruga est chargée de la coordination des ateliers régionaux du Projet.**

Renseignements sur le site [www.renover-maintenant.org](http://www.renover-maintenant.org)

# Changer la politique, changer la République

**D**e la lutte contre toute forme de corruption et des moyens judiciaires à mettre en œuvre pour une justice égale pour tous au projet d'une 6e République : ces thèmes furent au cœur de l'atelier de la rénovation organisé par RM41 le 13 février dernier. Illustrés par des exemples concrets, cet atelier a mis en évidence la dérive du système politique de notre pays.

Dans tous les partis politiques, le souhait d'une rénovation des institutions est désormais acquis et sera au cœur des projets présentés par les différents candidats lors des prochaines échéances de 2007.

Le constat tendant à démontrer que nos institutions manquent de représentativité, que le Parlement ne dispose pas de tous les pouvoirs qui lui reviennent alors qu'il est le représentant du Peuple est partagé. La défiance s'est installée entre les français et ceux qui les représentent, alimentée par des affaires de corruption contre lesquelles nos institutions actuelles ont échoué.

Pourtant de ce constat, les solutions avancées divergent : d'un dépoussiérage des institutions de la 5<sup>e</sup> république à l'avènement d'une 6<sup>ème</sup> république, c'est tout le système politique qui est au cœur du débat. Pouvoir partagé, régulé, représentatif, la réforme à venir doit réconcilier les français avec leur système politique, et faire correspondre davantage les choix politiques et la classe dirigeante aux aspirations de notre pays.

Pour ce 1<sup>er</sup> atelier, **Rénover, maintenant 41** avait invité :

- > **Séverine Tessier**, Présidente d'Anticor
- > **Eric Halphen**, ancien Juge
- > **Jean-François Mortelette**, Président de la C6R 41

**Le compte rendu détaillé (en deux parties) peut être téléchargé ici :**  
[http://www.renover-maintenant.org/article.php3?id\\_article=280](http://www.renover-maintenant.org/article.php3?id_article=280).  
 Contact : [rm41@laposte.net](mailto:rm41@laposte.net)

— PAR FRANÇOISE MESNARD —

## Atelier régional du projet en Poitou-Charentes

Atelier régional Poitou Charente du 25 mars : la plénière de clôture



**N**otre premier atelier régional s'est déroulé à Saint Jean d'Angely toute la journée du samedi 25 mars dans le cadre magnifique de l'Abbaye Royale (et municipale). Plus de 70 militants venus de tout le Poitou-Charentes s'étaient inscrits dans un des trois ateliers proposés.

Réunis en assemblée plénière en début de journée, les 4 présidents départementaux : Florence, Jack, Jean-michel et Thierry ont fait le point sur leur association. Partout, les adhésions affluent en nombre, notamment des

sympathisants de cette génération des 35-45 ans qui nous manque tant.

Ensuite, direction atelier. Le premier atelier "Création et répartition des richesses dans une économie sans frontières" a fait salle comble. Etienne Morin, notre intervenant venu de Toulouse a eu fort à faire pour répondre aux dizaines de questions. Le second "Prévention de la délinquance" animé par des représentants de syndicat de police et des éducateurs a réalisé un vrai travail de fond et les propositions seront bientôt en ligne. Le troisième

atelier "Prise de parole" animé par Paul Goossens a été un succès à tel point que Paul va être obligé de revenir. Partout des débats d'une grande richesse et une envie de parler. La journée s'est terminée par un compte rendu des propositions faites en atelier et le vote d'un communiqué demandant le retrait du CPE.

Bref, un vrai moment de bonheur politique.

La Lettre de « Rénover, maintenant »

> Directeur de la publication : Arnaud Montebourg > Directeur de la rédaction : Eric Loiselet > Ont contribué à ce numéro : RM75, le groupe développement durable de RM, Béatrice Arruga, Alexis Bachelay, Karine Berger, Thierry Mandon, Françoise Mesnard, Charline Nicolas, Valérie Rabault. > Graphisme, mise en page : David Babonneau

Pour contacter la rédaction : [redaction@renover-maintenant.org](mailto:redaction@renover-maintenant.org)



Coupon à renvoyer à Paul Goossens  
 3, rue du Baigneur - 75018 Paris  
[contact@renover-maintenant.org](mailto:contact@renover-maintenant.org)

Les chèques sont à libeller à l'ordre de "Rénover Maintenant"

- Je souhaite être informé(e) des initiatives de "Rénover Maintenant"
- Je soutiens "Rénover Maintenant" :  Je verse une contribution de 20 €  
 Je verse une contribution de ... €

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_  
 Email \_\_\_\_\_

Pour les personnes adhérentes au PS :

Fédération et section \_\_\_\_\_  
 Fonction au sein du PS et/ou mandat(s) électif(s) \_\_\_\_\_